



Arrivée des 455 personnes (en provenance de Banki dans l'état d'Adamawa au Nigeria)

POINTS SAILLANTS

La situation sécuritaire à l'Extrême Nord du Cameroun demeure toujours précaire. Des attaques ont été notées dans les départements de Mayo Sava et le Logone et Chari.

Le 13 Mai, 455 personnes (en provenance de Banki dans l'état d'Adamawa au Nigeria) accompagnées par l'armée Nigérienne sont arrivées dans la ville de Mora, département du Mayo Sava. Selon les interviews sommaires, elles seraient originaires du Cameroun.

STATISTIQUES

Les partenaires de protection ont entrepris des évaluations rapides sur le terrain par arrondissement au cours du mois d'avril qui ont permis d'estimer à 200,000 le nombre des personnes déplacées internes dans le Extrême Nord.

SITUATION SÉCURITAIRE

A Homeka, localité frontalière avec le Nigeria dans l'arrondissement de Mora, département du Mayo Sava, un attentat a été commis par deux femmes kamikazes. Cet incident n'a pas provoqué des dégâts. Il faut rappeler que cette localité a été le lieu d'attaques meurtrières en 2015 où plus de 30 personnes ont perdu la vie.

L'arrondissement de Kolofata a connu une attaque perpétrée par les combattants de Boko Haram qui ont blessé un membre du comité de vigilance. L'un des combattants de la secte islamiste a été maîtrisé et remis aux autorités.

A Makary, département du Logone et Chari, le 12 mai, des éléments de Boko Haram ont attaqué un poste de sécurité de Souargué. L'attaque aurait fait deux blessés parmi la population civile. Trois éléments de Boko Haram ont été tués par le Bataillon d'Intervention Rapide (BIR). Une arme appartenant à Boko Haram a été récupérée par la BIR. Les membres du comité de vigilance de Bargaram et de Souargué ont intercepté et poursuivi des éléments de Boko Haram au delà de la frontière Cameroun/Nigeria.

L'arrondissement de Mayo Moskota, département du Mayo Tshanaga est resté sur le qui-vive suite aux rumeurs de possibles incursions des membres de la secte islamiste.

MOUVEMENTS DE POPULATION

Déplacements

Le 13 Mai, 455 personnes (en provenance de Banki) reconduites à la frontière par l'armée Nigérienne, sont arrivées dans la ville de Mora, département du Mayo Sava. Elles ont été installées temporairement dans l'école de Boukoulou en attendant la vérification de leur statut en coopération avec les autorités locales. Le groupe est composé en majorité de femmes, enfants et personnes âgées. Parmi eux se trouvent des enfants de moins de 5 ans. L'on dénombre 237 enfants, 3 hommes de moins de 60 ans, 9 autres de 60 ans et plus, 32 femmes âgées et 7 femmes enceintes. D'après les premières indications ces personnes seraient de nationalité camerounaise. Suite à la visite du gouverneur à Boukoulou, la décision a été prise de transporter 405 personnes au centre de transit de Gourounguel qui est retenu comme lieu d'accueil provisoire. Une équipe humanitaire sera présente pour assurer l'assistance de base.

Retours spontanés

Au cours de la période, 300 ressortissants nigériens ont traversé la frontière à pied, via le pont Elbeit, pour Gambarou Ngala (Nigeria).

Retour des personnes déplacées internes

Dans le département du Logone et Chari, la majorité des déplacés de Gore Talgoutoun (1493 sur 1862 PDIs) installés dans les localités de Terbou, Abbassouni et Hilé Halifa, ont effectué un mouvement de retour volontaire grâce à la mise en place d'un poste de sécurité à Gore Talgoutoun.

A Kousseri, un mouvement de retour volontaire de 250 personnes déplacées internes ressortissants d'Afadé, un village situé dans l'arrondissement de Makary, a été observé. Le mouvement de retour a été facilité par les autorités.



VISITES D'ÉVALUATION DANS LES ZONES DES PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES

Violences basées sur le genre (VBG) et personnes à besoins spécifiques

Quatre (4) cas de VBG ont été documentés dont 3 de violences sexuelles et un d'excision. Les victimes sont des membres de la communauté d'accueil et une personne déplacée interne, toutes des mineurs dont l'âge varie entre 6 et 16 ans. Les auteurs présumés des violences sont des personnes armées non identifiés et en ce qui concerne l'excision d'une femme. La police et la gendarmerie ont été saisies et des enquêtes sont cours.

Le 7 Mai, trois jeunes enfants séparés mineurs orphelins de père et abandonnés par la mère ont été identifiés et suivi à Mémé, arrondissement de Mora. Ils vivent avec leur grand-mère dans le village de Djamakia.

Une femme déplacée originaire d'Amshidé est à la recherche de ses deux enfants âgés de 13 et 15 ans. Elle aurait confié ses enfants à un marabout qui serait disparu avec les deux enfants. Le cas sera référé au CICR pour les recherches.

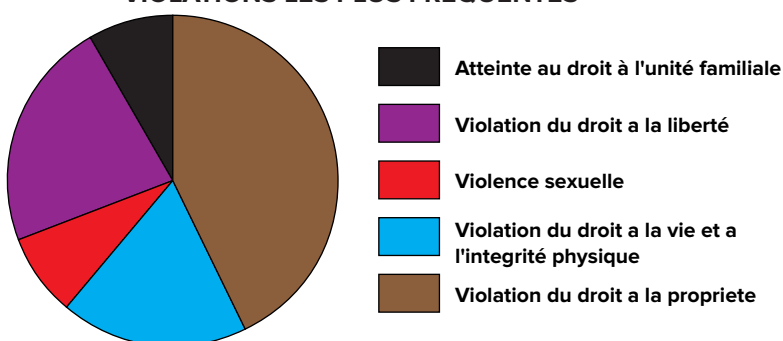
MONITORING DE PROTECTION

Rapport sur les incidents de la semaine

Un total de 49 incidents de protection a été rapporté au cours de la semaine. Les populations déplacées ont été les plus touchées avec 30 cas (61%), suivi des membres de la communauté d'accueil (39%).

Les violations les plus fréquentes sont les violations du droit à la propriété avec 21 cas chacun (43%), les violations du droit à la liberté avec 11 cas (23%), des violations du droit à la vie et à l'intégrité physique avec 9 cas (18%), Suivi des violences sexuelles et atteinte au droit à l'unité familiale cas 4 cas chacun (16%).

VIOLATIONS LES PLUS FREQUENTES



Activités menées par les moniteurs et les comités de protection dans les départements

Les 11 et 12 mai, dans les centres d'information à Mora, Mokolo et Kousseri, les activités de sensibilisation se sont poursuivies à travers les causeries éducatives, les discussions de groupe, la sensibilisation de porte à porte et la distribution de dépliants sur les messages clés relatifs à la protection des personnes déplacées internes.

CONTACTS:

- Roseline Okoro, Deputy Representative UNHCR Cameroun,
Email: okoro@unhcr.org, Tel: +237 691141204
- Francesco Ardisson, Senior ProCap Protection Officer
Email: ardisson@unhcr.org, Tel: +237 691141290

Les problèmes de documentation dans les localités visitées

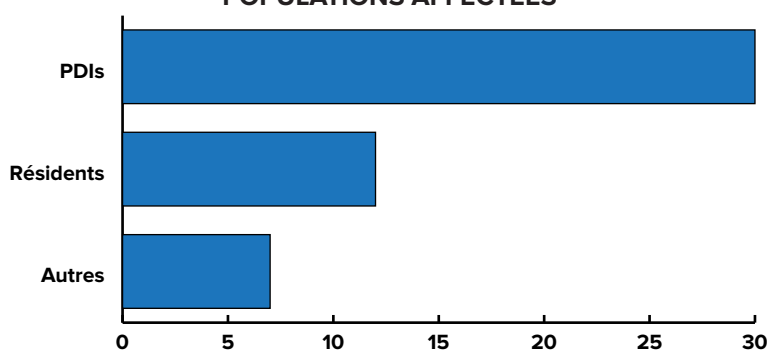
Dans le département du Logone et Chari, une opération de police est en cours ; toutes les personnes qui ne possèdent aucun document d'identification sont arrêtées et détenues.

Durant la semaine, 193 cas d'enfants et adultes sans acte de naissance ont été documentés.



Les retournés installés dans la cour de l'Ecole Primaire à Boukoulou. UNHCR

POPULATIONS AFFECTÉES



RECOMMANDATIONS ET ACTIVITÉS DE PLAIDOYER

Faire un plaidoyer auprès des autorités pour accélérer le renouvellement des cartes d'identités perdues et la délivrance des cartes d'identité aux personnes déplacées internes en vue de faciliter la libre circulation et la jouissance des droits, et pour que les personnes déplacées soient exemptées du paiement des frais d'établissement des documents.

Faire un plaidoyer pour la délivrance des actes de naissance aux enfants non enregistrés en vue de faciliter l'accès à l'éducation.

Préparer un plan de contingence (SOP) pour assurer l'accueil d'autres convois de retournés camerounais du Nigéria.